

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 02/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Hensel Recycling France

17 RUE DE LA PLUCHARDE
21110 Bretenière

Références : 2024-407
Code AIOT : 0005403277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement Hensel Recycling France implanté 10 rue de la Plucharde 21110 Bretenière. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection intervient dans le cadre de l'action nationale de lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). L'objectif est notamment de s'assurer que les activités pratiquées par ces sites sont effectuées en toute légalité au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et qu'ils respectent l'obligation d'être sous contrat avec un éco-organisme agréé de la filière des DEEE concernant la gestion de ces derniers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Hensel Recycling France

- 10 rue de la Plucharde 21110 Bretenière
- Code AIOT : 0005403277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hensel Recycling France est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 mars 2014. Le site de Bretenière compte 12 employés. L'entreprise recycle les métaux précieux provenant de pots catalytiques, calculateurs et composants électroniques.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rupture de traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôles à effectuer	AP Complémentaire du 23/10/2020, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
2	Déchets produits par l'établissement	AP Complémentaire du 23/10/2020, article 8	Susceptible de suites	Sans objet
3	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Susceptible de suites	Sans objet
4	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	/	Sans objet
6	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.5.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	/	Sans objet
8	Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	/	Sans objet
9	Extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)	/	Sans objet
10	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	/	Sans objet
11	Transferts d'EEE usagés	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2	/	Sans objet
12	Conformité des transferts	Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1	/	Sans objet
13	Récupération des eaux accidentellement polluées	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 7.5.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est apparu correctement tenu et l'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des justificatifs demandés. La seule non conformité relevée concerne l'autorisation préfectorale de rupture de la traçabilité des déchets que l'exploitant pratique pour l'ensemble des déchets qu'il gère alors que son arrêté préfectoral ne l'autorise que pour les pots catalytiques.

Par ailleurs, l'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur les prochaines évolutions prévues quant à la dangerosité associée aux déchets de cartes électroniques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles à effectuer

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2020, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : les fréquences de toutes les analyses doivent être respectées.
Prescription contrôlée : <p>Le chapitre 2.7 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2014 susvisé est remplacé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• 9.2.3 Eaux pluviales - Annuelle pour EP1 (Eaux pluviales non polluées) et Semestrielle pour (Eaux pluviales susceptibles d'être polluées) EP2. <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des eaux résiduelles du site, daté du 29/10/2024.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que les dates de limite de conservation des échantillons ont été dépassées pour les analyses de la Demande Biochimique en Oxygène pendant 5 jours (DBO5) et des Matières en suspension (MeS).</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que, comme évoqué dans son courriel du 13/03/2023, il souhaiterait réduire la fréquence de ces analyses, notamment au regard de l'arrêt de son activité de découpe et de l'absence de pollution constatée dans ses rejets au regard des analyses annuelles effectuées depuis 2016. L'exploitant rappelle également que la station de relevage et le séparateur d'hydrocarbures sont entretenus annuellement.</p> <p>L'inspection remarque qu'une petite activité de découpe demeure pour séparer les tuyaux et catalyseurs des pots catalytiques et propose à l'exploitant d'effectuer sa demande, en la justifiant, au travers d'un dossier de porter à connaissance (PAC).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2020, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : L'exploitant doit respecter la quantité maximale de présence de déchets non dangereux (15 tonnes).

Prescription contrôlée :

« Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont :

- déchets non dangereux → métaux ferreux et non ferreux (dans la limite de 15 t présents sur le site), pots catalytiques non dangereux, emballages en mélange, ordures ménagères, composants retirés de D3E mis au rebut et des composants non dangereux issus du démontage de VHU réalisé dans des centres VHU agréés ;
- déchets dangereux → catalyseurs usés contenant des métaux dangereux, catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses et monolithe intègre.

L'exploitant ne procède à aucune opération de démantèlement, déconstruction, démontage ou dépollution des D3E en transit sur le site. L'entreposage des D3E, composants électroniques et des pièces détachées automobiles (sur une surface maximale de 65 m²) est réalisé dans des bennes étanches ou conteneurs adaptés, à l'abri des intempéries et dans des zones dédiées ».

Constats :

Au vu du registre des déchets sortants, la plus importante évacuation de ferrailles intervenue depuis 2023 concernait 12,161 t de matériaux. L'exploitant ajoute qu'il a remplacé la précédente benne par une plus petite (capacité d'environ 8 t) ce qui se vérifie au niveau des tonnages évacués depuis novembre 2023.

Par ailleurs, l'exploitant propose, comme déjà évoqué dans le courriel du 13/03/2023, d'augmenter sa capacité de stockage de ferrailles sur le site. Il précise qu'il prépare actuellement un PAC afin d'assouplir la gestion de ses zones de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Déchet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : L'exploitant veillera à compléter son registre avec les pesées des tonnages réceptionnées le 15/05/2023 et avec les éléments conformes aux prescriptions de l'arrêté du 31/05/2021.

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Par courriel du 29/06/2023, l'exploitant justifie l'absence de pesée directement à l'issue des déchargements par les pénalités prévues par les transporteurs en cas de retard au déchargement.

Concernant les données absentes du registre, l'exploitant a démontré qu'il était capable de retrouver et fournir rapidement les données nécessaires à partir de son registre, son suivi comptable et la documentation interne qu'il conserve. Ainsi, par échantillonnage et à la demande de l'inspection de fournir les informations concernant le fournisseur "Seigler", l'exploitant a présenté à l'inspection l'extrait Kbis et le récépissé de déclaration de négoce et courtage du fournisseur concerné.

<p>L'exploitant précise que ses fournisseurs sont tous des sociétés, en grande majorité des centres VHU, mais aussi quelques fabricants et collecteurs. Il ajoute avoir mis en place une fiche de renseignement dans laquelle il interroge les fournisseurs sur l'organisation qu'ils mettent en place pour contrôler l'origine des pots catalytiques (registre de police, centre VHU, ...). Il affirme qu'il refuse désormais de travailler avec les fournisseurs qui ne s'engagent pas au travers de cette fiche à assurer un suivi de l'origine des pots.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant utilise Trackdéchets pour l'ensemble de ses déchets dangereux et essaye de l'utiliser également pour les non dangereux, garantissant ainsi un registre conforme à la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué dans la fiche n° 3, l'exploitant utilise Trackdéchets pour le suivi des déchets dangereux et, de plus en plus, pour les déchets non dangereux. Il affirme même refuser de travailler depuis 2024 avec les entreprises n'utilisant pas Trackdéchets, sauf exception justifiée par ces dernières (difficultés temporaires de connexion notamment).</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a consulté le bordereau de suivi de déchet BSD-20240424-Z415DNJJS concernant des cartes électroniques en provenance de la Nouvelle Société Metal DOM. Ce bordereau indique une rupture de traçabilité (cf. fiche suivante n° 5). La masse indiquée dans le registre (1596 kg) diffère de celle indiquée dans le BSD et dans le tableau de suivi des approvisionnements (1,85 t). L'exploitant rappelle que son registre indique des masses brutes, de plus, en reprenant les tickets de pesées des différentes fractions triées, l'écart semble s'expliquer principalement par le tarage des balances, modifié quand les opérateurs complètent des contenants déjà partiellement remplis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rupture de traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets dangereux</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des registres chronologiques où sont consignés tous les déchets entrants et sortants du site sont tenus à jour. Le contenu des registres est fixé aux articles 8.1.3.1 et 8.1.3.2 du présent arrêté.</p> <p>En application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005, il est admis que le producteur initial du pot catalytique de déchet ne soit pas informé du devenir du pot catalytique compte tenu du tri opéré sur les pots catalytiques admis sur le site. L'exploitant émet alors un bordereau de suivi en qualité de producteur de déchets sans y joindre l'annexe 2 du CERFA n° 12571. En application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement, il est admis que ce bilan ne permette pas d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants pour le cas précité</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare une rupture de traçabilité pour la très grande majorité des déchets reçus. Cependant, l'arrêté préfectoral ne prévoit pas de rupture de traçabilité pour les composants de déchets électriques et électroniques (DEEE). Dès lors, l'exploitant n'est pas conforme à son arrêté préfectoral. Celui-ci indique qu'il va ajouter à son projet de PAC une demande de rupture de traçabilité pour les DEEE gérés sur le site.</p> <p>Dans l'attente, l'exploitant s'est engagé à ne plus pratiquer de rupture de traçabilité concernant les déchets de cartes électroniques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit solliciter la modification de son arrêté préfectoral concernant la rupture de traçabilité pour les DEEE. Dans l'attente, il doit assurer la traçabilité complète des BSD du producteur jusqu'au traitement final.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Conditions d'entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.</p>
<p>Constats :</p>

<p>La totalité des marchandises est entreposée à l'abri des intempéries, dans les bâtiments 1 ou 2 ou sous la nouvelle zone abritée. A l'exception de l'allée d'accès des camions, l'ensemble du site est étanche et les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sont récupérées.</p> <p>Concernant l'organisation des zones de stockage, l'exploitant a indiqué souhaiter modifier celles-ci (cf. fiche n° 2).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrat avec un éco-organisme

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>[...]</p> <p>V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 23/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le contrat le liant à l'éco-organisme ECOLOGIC daté du 30/09/2024. Il précise que la rédaction de celui-ci a été plus longue que prévu car ECOLOGIC ne disposait que de contrats pour le traitement de DEEE, là où l'exploitant n'effectue que du tri transit regroupement.</p> <p>L'annexe 2 du contrat évoque une activité de dépollution des petits appareils en mélange (PAM) effectuée sur le site de Bretenière. L'exploitant précise qu'il ne s'agit que de la séparation manuelle de certaines pièces métalliques (aluminium notamment) des cartes électroniques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1</p>

Prescription contrôlée :

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

- que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;
- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;
- que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;
- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;
- le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

Constats :

Le contrat comprend bien les informations nécessaires.

L'exploitant indique avoir déjà été visité par ECOLOGIC en amont de la signature du contrat.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Extraction des piles et accumulateurs portables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables
--

Prescription contrôlée :

Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.

Constats :

Si l'exploitant récupère en général des déchets triés, il constate parfois la présence de produits non souhaités, notamment des piles et accumulateurs. Dans ce cas il les retire et les met dans un contenant dédié. Un contenant a été expédié à SETEO le 12/11/2024. L'inspection a pu consulter le BSD concerné, BSD complété par SETEO qui s'est identifié comme producteur du déchet. L'exploitant a indiqué à SETEO qu'il souhaitait signer lui-même les BSD sortant de son installation.

Par ailleurs, l'exploitant affirme avoir pris contact avec les 2 éco-organismes de la filière pour se faire mettre à disposition un contenant évacué plus régulièrement.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Prescription contrôlée :

1. Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

-pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.

- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
- la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
- l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

2. Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :

- elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;
- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;
- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;

- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Les aires d'entreposage sont étanches et protégées des intempéries (cf fiche n° 6).

Le site est équipé d'un système de pesée et les éléments triés sont entreposés dans de bonnes conditions.

L'inspection n'a pas noté la présence de condensateurs contenant du PCB/PCT ou des déchets radioactifs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Transferts d'EEE usagés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger

Prescription contrôlée :

I. - Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :

1. Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;
2. Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;
3. Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.

En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

II. - Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :

1. Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et

électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;

2. Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;
3. L'année de production si elle est connue ;
4. Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;
5. La date et les résultats des essais ;
6. Le type d'essais réalisés.

Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.

III. - Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :

1. D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;
2. D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.

Constats :

Le registre de l'exploitant désigne certains composants de DEEE comme destinés au réemploi. L'exploitant précise que certains lots d'équipements, comprenant du matériel en bon état, sont envoyés pour tri avant réemploi.

L'inspection rappelle les définitions suivantes du L541-1-1 du code de l'environnement :

- le réemploi concernant l'utilisation pour un usage identique de substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets ;
- la réutilisation concernant l'utilisation de substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets ;
- la préparation en vue de la réutilisation : « toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement. »

Le chapitre 3 de la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets précise la qualification à retenir pour des produits/déchets destinés à un nouvel usage identique :

« - si avant l'entrée sur site, un tri est effectué par un opérateur qui a la faculté d'accepter ce qui pourra être réemployé et de refuser ce qui deviendra déchet, alors l'installation n'a pas à être classée au titre des rubriques 271X ;

- si aucun tri sélectif n'est réalisé avant l'entrée sur site et que le tri est effectué dans l'installation, ce qui entre est considéré comme du déchet et l'installation est une installation de gestion des déchets et doit être classée au titre de la rubrique 271X correspondant à son activité. »

Aussi, au vu de l'organisation décrite par l'exploitant, il apparaît que les composants concernés sont des déchets. L'exploitant doit les suivre comme tels. Ces déchets sont actuellement triés en France. Cependant, dans le cas où l'exploitant destinerait ces composants à un tri à l'étranger, il s'agirait bien d'un transfert transfrontalier de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Conformité des transferts

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des transferts au règlement UE 1013/2006
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Le présent règlement établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les pots catalytiques, qui sont des déchets dangereux, ceux-ci sont expédiés pour valorisation chez HENSEL Recycling GmbH. Dans le cadre de la préparation de la visite, l'inspection a pu consulter les données de notification. Celles-ci n'appellent pas de commentaires.</p> <p>Concernant les cartes électroniques, la plupart sont destinées à une valorisation en Allemagne. Ces déchets, considérés comme non dangereux, sont expédiés via la procédure d'information.</p> <p>L'inspection confirme à l'exploitant que la dangerosité des déchets de cartes électroniques est en cours d'évaluation au niveau français, aussi ceux-ci pourraient prochainement être requalifiés en déchets dangereux. Par ailleurs, si le transfert transfrontalier se fait effectivement via le code déchet GC020 appartenant à la liste verte (concernant les déchets non dangereux soumis à la procédure d'information), cette classification est également susceptible d'évoluer prochainement. L'inspection appelle l'exploitant à être vigilant concernant ces possibles évolutions prochaines de la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Récupération des eaux accidentellement polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 7.5.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 140 m3.</p> <p>Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.</p> <p>La rétention est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce confinement doivent pouvoir</p>

être actionnés en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande. Des tests réguliers de fonctionnement de la vanne, mentionnés dans un registre, sont réalisés.

La vanne est signalée par un panneau visible en permanence par les secours indiquant : "Vanne d'isolement, en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée - Rétention des eaux d'extinction".

Une procédure est mise en place pour définir les interventions à réaliser en cas d'incendie ou de pollution. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation, Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

L'exploitant confirme disposer de 140 m³ de stockage. Il a décrit le cheminement des eaux de ruissellement : récupération sur le site et passage dans un bassin (permettant ainsi de stocker 20 m³ d'eau). Une pompe de relevage à déclenchement automatique alimente la cuve de 120 m³. La vidange de cette cuve se fait également automatiquement en période d'exploitation normale.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la procédure était affichée au niveau du poste de commande des pompes. L'exploitant a manuellement mis celles-ci en fonctionnement. De plus, il a indiqué que les pompes étaient secourues par un groupe électrogène testé hebdomadairement.

Type de suites proposées : Sans suite